

M. MITCHELL: Je passe maintenant à un autre sujet. La durée de vos brevets de produits pharmaceutiques n'est-elle pas menacée actuellement?

M. WHITE-STEVENS: Non.

M. McDONALD: Vous n'ignorez pas que la Commission sur les pratiques restrictives du commerce a formulé sept recommandations. On a donné suite à cinq d'entre elles. Monsieur Mitchell, je ne ferai aucun commentaire sur la septième recommandation parce qu'elle concerne les pharmaciens en détail. Cependant, la sixième porte sur l'abolition des brevets relatifs aux produits pharmaceutiques. C'est évidemment tout à fait ridicule. Et vous savez, monsieur Mitchell, l'effet ignoble qu'aurait sur l'industrie canadienne l'application de cette recommandation.

M. MITCHELL: J'ai eu le privilège de comparaître dans ce temps-là. Cela ne m'inquiète pas du tout.

M. GELBER: Monsieur le président, j'aimerais savoir de quelle façon la société poursuit ses recherches. Vous savez que le montant qu'on peut dépenser à cette fin est illimité. Il doit donc y avoir un procédé pratique pour en décider.

M. STOVEL: Nos activités s'étendent à divers domaines et nous poursuivons des recherches dans plusieurs de ceux-ci. Normalement, nous faisons une évaluation du commerce, en ce qui concerne les ventes et les profits éventuels, où nous allons courir le risque de dépenser notre argent en recherches. Une fois faite, cette évaluation générale, nous devons étudier chacune des activités poursuivies dans le domaine de la recherche, pour savoir si l'enjeu en vaut la peine, ou s'il vaudrait mieux tout laisser tomber. Naturellement, cela comporte une foule de conjectures.

M. GELBER: Est-ce que cela a quelque rapport avec vos ventes?

M. STOVEL: Oui, avec les ventes éventuelles et les profits nets.

M. GELBER: Vous ne pourriez citer aucun chiffre approximatif sur votre façon de faire ce calcul?

M. STOVEL: Notre société consacre environ 2 millions aux recherches agricoles sur les produits antiparasitaires seulement, et cela s'étend dans tous les pays. Je veux dire que cela comprend les recherches au Canada et dans plusieurs régions des États-Unis. Après réflexion, nous décidons à quels composés et quels produits antiparasitaires nous continuerons de travailler.

Peut-être M. White-Stevens pourrait-il vous donner une idée plus précise des recherches et de la façon dont les recommandations sont présentées à la direction.

M. WHITE-STEVENS: Ce que M. Stovel a dit est exact. Les recherches, dans tous les domaines de l'agriculture, sont notre principal article au point de vue financier, et nous y consacrons environ 6 millions par année. Cela couvre toutes les phases de la recherche et de la mise au point, y compris les subventions aux universités et institutions d'expérimentation, ce qui coûte très cher. Je ne saurais vous dire ce que ce chiffre représente comme pourcentage du montant brut. J'ignore d'ailleurs quel est ce montant brut en matière de produits agricoles à travers le monde, parce que, lorsque la *Cyanamid of Canada Limited* les entreprend, ils sont mêlés à d'autres produits non agricoles, et la même chose se produit à la division internationale à l'étranger. Je crois que le chiffre brut pour l'industrie des produits chimiques varie entre 5 et 8 p. 100 du montant total et j'estime que, dans notre cas, c'est à peu près la même chose.

La société DuPont consacre probablement plus d'argent à la recherche et à la mise au point que toute autre et son chiffre atteint 8 p. 100. M. Greenwell, président de la société, a fait une déclaration en ce sens, dernièrement, devant la *Security Analysis Society Association*. Je suis sûr que notre société tombe dans cette catégorie générale. C'est probablement plus de 5 p. 100 du